

« L'Anarchie
est la plus haute
expression de l'ordre
(Eliade Reclus.) »

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

La véritable baisse : CELLE DU POUVOIR D'ACHAT !

L'ARMÉE moyen de répression

POSEZ-VOUS le problème : à quoi sert l'actuelle armée française ? Si vous êtes patriote ou tout simplement partisan de la défense nationale, mais si le sens pratique ne vous manque pas, croyez-vous sincèrement que les formations armées qu'entretient avec une rare prodigalité l'Etat français peuvent jouer un rôle quelconque dans un conflit international ? Supposez que demain les maîtres du Kremlin et de la Maison-Blanche décident d'en appeler aux armes et mettent en ligne leurs divisions blindées et leurs inépuisables masses d'hommes. Que pourrions-nous faire ? Quelques dizaines de divisions d'une nation exsangue, dévorée par les ruines et les destructions, scindées intérieurement par les luttes entre tenants de l'un et l'autre impérialisme ?

Sans doute y avez-vous réfléchi et, bon gré mal gré, vous êtes-vous ralliés à l'idée que si la France ne peut plus rien seule, elle représente encore une force au sein d'un groupe de nations alliées. Il est moins sûr que vous ayez pensé que les alliances ne se font jamais qu'au profit du plus fort des participants et que vous ayez songé aux conséquences catastrophiques d'une semblable alliance.

La France ne se trouve plus placée dans une situation géographique favorable. La Méditerranée n'est plus qu'un petit lac intérieur. Et l'Océan Atlantique n'est plus le seul grand boulevard mondial. Le Pacifique et l'Océan Indien sont aussi importants. Et encore faut-il se rappeler qu'aujourd'hui l'Atlantique se commande à Dakar, à Recife, en Grande-Bretagne, voir à Terre-Neuve et au Groenland et non plus à Bordeaux.

Alors, si ne vous reste qu'à vous vendre à ceux qui sont capables, grâce à leur potentiel industriel, grâce à leur flotte, grâce à leur aviation, d'utiliser vos bases secondaires et de vous enlever comme mercenaires.

C'est évidemment une solution. Mais c'est une bien curieuse solution pour des patriotes et des partisans de la défense nationale.

Curieuse à d'autres points de vue. Car pour continuer à représenter aux yeux des grands de ce monde une valeur militaire et stratégique, la seule qui leur importe en définitive, il vous faut épuiser le pays, sacrifier son relèvement à une hypothétique victoire du clan que vous avez choisi et réduire l'ensemble de la population à la gêne et à la médiocrité. Vous savez bien

que ce n'est qu'à ce prix que vous pourriez donner encore à la puissance française un certain poids dans les conférences internationales.

Il y a l'autre possibilité. L'entente entre l'ours russe et l'aigle américain. Et cette possibilité est réelle. Il s'agit même d'une probabilité dont les raisons sont solides. Ni les Etats-Unis, ni l'U.R.S.S. ne sont en état de faire une guerre dans l'immédiat. Les premiers et la seconde ont au contraire un certain nombre de motifs pour s'entendre provisoirement, tout en se préparant dans la coulisse pour l'assaut final. L'Amérique produit beaucoup et le marché russe est immense. Voilà deux faits qui justifient bien des rapprochements, même si d'autres faits, tout aussi éclatants, expliquent les heurts actuels et ceux qui se produiront dans l'avenir.

(Suite page 2.)

Un exemple d'information

LE Monde du 25 et 26 juillet, s'appuyant sur les données officielles, avait consacré un très long article sur les nouveaux traitements des fonctionnaires et déplorait l'écrasement de la hiérarchie.

Quelques jours après, le dimanche 31 juillet et lundi 1^{er} août, il rectifiait et dans un long article intitulé « L'art de rédiger les textes », s'excusait auprès de ses lecteurs. Il ne soupçonnait pas « qu'un décret signé du Président du Conseil, contresigné de treize ministres et trois secrétaires d'Etat put présenter un caractère CRYPTOGRAFIQUE » (1) et, plus loin, « Sans doute a-t-elle voulu (l'administration) éviter d'attirer l'attention des petits fonctionnaires sur le REDRESSEMENT (1) de la hiérarchie dans la crainte de voir les catégories les plus modestes présenter de nouvelles revendications. POUR LA MEME RAISON ON A VOULU QUE LES CADRES DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE NE PUISSENT JALOUSEMENT LE FONCTIONNAIRE ! (1) »

Dans Le Populaire du 6 août, nous relevons une mise au point similaire et cette phrase qui en dit long : « Ainsi les nouveaux traitements relèvent de la CRYPTOGRAPHIE ! NOUS AVONS PU NOUS PROCURER UNE TABLE DE CORRESPONDANCE DES INDICES NETS ET BRUTS ! (1) »

Mais Le Monde et Le Populaire oublient évidemment d'indiquer la source

LE LIBERTAIRE est le seul journal qui soutient depuis plus de six mois que toute baisse réelle est impossible, que seule la hausse, lente ou accélérée, selon les conjonctures politiques et militaires, est à prévoir.

Tous les « économistes », de Plutus à Paul Reynaud, en passant par les Mayer, les Philippe André, les Gascurel, sans oublier les Duclos et les Mauvais, tous, des communistes aux gaullistes, s'agitent, alignent des chiffres, discutent, prouvent, commentent, expliquent et démontrent que la baisse est aussi naturelle que la pluie et le beau temps.

Ils mentent tous effrontément.

Ils savent tous que ce qu'ils disent est faux.

Mais tous veulent, ou bien soutenir le gouvernement dont ils font partie, ou bien le renverser pour prendre sa place.

Le jeu politique est soutenu par la déformation systématique des faits économiques. Le peuple est maintenu dans le leurre d'une baisse dont l'échéance est toujours pour demain, car pour les uns comme pour les autres, de vastes mouvements sociaux sont avant tout à éviter.

Tranquillité sociale : nécessité impérieuse pour la réussite du plan Marshall.

Tranquillité sociale : nécessité impérieuse pour l'admission sous une forme ou sous une autre de l'U.R.S.S. au même plan Marshall.

Au-dessous des bruits de couloirs, au-dessous des proclamations, des affiches criards et des cuisines diplomatiques, s'établissent silencieusement les positions des impérialismes.

Tout est subordonné à ces forces malsaines, qui, pour quelques puits de pétrole ou quelques coins stratégiques, n'hésiteraient pas à déclencher la guerre.

Il s'agit aujourd'hui, avant tout, de savoir à qui seront la Ruhr, le Danube, l'Iran, la Grèce, la Palestine. Il s'agit de savoir qui sera le plus fort, qui asservira et utilisera au mieux les peuples prostrés.

Et lorsque les travailleurs, lassés enfin des promesses et des fameuses revalorisations du pouvoir d'achat, se dresseront, décidés à passer à l'action, ils se heurteront à d'autres forces.

Ce sera alors, la fragmentation des grèves, l'incohérence organisée des mouvements et leur utilisation à des fins politiques. Encore une fois, la misère servira de soutien aux parasites politiques.

A moins que les travailleurs, chassant tous ceux qui exploitent leurs droits, imposent leurs volontés.

Ils sont le nombre, la force et la vie de tout le pays.

S'ils veulent, rien ne pourra leur résister !

de leurs informations, qui ne peut être que notre brochure : « CE QUE VONT GAGNER LES FONCTIONNAIRES ! »

Encore une fois, seul dans tout le pays, Le Libéraire diffuse une information d'une telle valeur que les grands journaux se voient contraints d'y avoir recours !

Diffusez « Le Libéraire » !
Demandez partout notre brochure : « Ce que vont gagner les fonctionnaires ».

Pour que nous puissions continuer, pour que l'unique organe de la pensée libre vive,
Souscrivez ! Abonnez-vous !

(1) C'est nous qui soulignons.

Casseroles et femmes DU MONDE

AINSI que le constate Bourdet dans son éditorial de Combat du 14 août, la production n'a cessé de croître depuis la libération et le pouvoir d'achat n'a cessé de diminuer, alors qu'il aurait dû augmenter dans les mêmes proportions.

Il est actuellement au-dessous de la moitié de sa valeur de 1938.

Bourdet explique ce phénomène par la prolifération des commerçants et gens d'affaires de tous poils qui traquent de la production, provoquant une hausse artificielle et vivent souvent mieux qu'avant la guerre, malgré l'appauvrissement général.

Nous sommes parfaitement d'accord avec lui, mais lorsqu'il conclut en faisant appel au gouvernement nous nous demandons de qui il veut se moquer.

Jamais encore le gouvernement n'a démontré avec autant d'éclat, non seulement son incapacité, et sa malhonnêteté, son rôle étant de maintenir envers et contre toute logique, un état économique, condamné, mais qui, grâce au

malheur du plus grand nombre, fait le bonheur du plus petit.

Une des causes profondes du déséquilibre général est l'emploi à des fins inutiles d'une somme considérable des richesses produites par les travailleurs.

Si l'on pouvait chiffrer approximativement les gaspillages des particuliers et de l'Etat on s'apercevrait que nous sommes beaucoup plus riches qu'il n'apparaît.

Dans l'automobile par exemple, essence, métaux, gomme et forcément charbon et électricité sont utilisés pour le tourisme dans de fortes proportions, alors que nos campagnes manquent de tracteurs, d'outillage et de moyens de communications.

Pour absorber les disponibilités monétaires créées par le travail utile, quel, dans un monde logique devrait être l'origine de nouvelles richesses, de nombreux commerces et industries de luxe et de demi-luxe se sont créés.

Du bijouterie de la rue de la Paix au démonstrateur du concours Lépine en passant par les fourneurs, les orfèvres, les boîtes de nuit, l'hôtellerie de luxe, des milliers de travailleurs et d'employés fabriquent et vendent une foule d'objets divers dont l'utilité est souvent fort discutable.

Un autre domaine est celui que l'on pourrait appeler le commerce « pur ».

Des produits essentiels et relativement peu nombreux par exemple : dentifrice, cirage, lessive, encaustique, etc., se multiplient à l'infini, se vendent sous mille marques différentes, changent de nom, de présentation, de conditionnement et sont toujours les mêmes. La publicité étincelante et prodigieuse développée gaspille journellement des tonnes de papier, peinture et autres matériaux de valeur première pour en assurer le placement. L'agitation artificielle créée autour de ces produits donne une apparence de richesse à la société. En fait, elle est un facteur d'appauvrissement.

Charbon, force, aluminium, gomme, essence s'en vont ainsi en fumée, en gaspilles commerciales.

Et pendant que l'on fabrique des seaux à champagne pour madame et des bars d'appartement, pendant que l'on tanne des fourrures de luxe, les ouvriers qui sont à l'origine de ce luxe ne peuvent pas s'acheter de casseroles.

L'existence des taudis et de la pompe à merde quotidienne qui, dans la banlieue marseillaise, pour ne citer que cette ville, remplace la fosse d'aisance, permettent ainsi l'existence de la « femme du monde » et du « monsieur » en habit.

Si maintenant nous nous tournons vers l'Etat, nous constatons que le mal qu'il provoque est encore beaucoup plus grave.

Songez-vous seulement au gouffre que représente à elle seule l'aviation ! Et quelle aviation !

(Suite page 2.)

La vie des camps en U.R.S.S.

DE la remarquable revue « Politics » de New-York, qu'édite le camarade Dwight MacDonald, nous extraions du numéro spécial consacré à l'U.R.S.S., ces notes recueillies de la bouche d'un jeune socialiste allemand Stefan G., qui après avoir été interné un an dans un camp de concentration nazi, après avoir servi deux ans dans la Wehrmacht sur le front de l'Est, a passé deux ans dans un camp de prisonniers en U.R.S.S. C'est Malin J. Lank qui a recueilli ces impressions à Berlin.

Question. — Quelle était la structure générale et l'organisation des camps de prisonniers en Russie ?

Réponse. — Les camps dans lesquels j'ai passé une période de dix années étaient tous placés sous le commandement du NKVD. Le pouvoir était détenu par un petit appareil d'officiers russes qui déléguaient leur autorité à des aides allemands. Ils étaient tous dirigés suivant des strictes méthodes militaires, allant jusqu'à aux divisions en régiments, bataillons et compagnies. Les commandants allemands du camp étaient, à de rares exceptions près, des officiers et des sergents de l'armée nazie. Ils étaient appelés suivant leur grade et salués de même. Parfois, des hommes de caractère et doués d'une certaine humanité parvenaient à des positions dignes. La vie était alors tolérable pour les prisonniers. Dans la plupart des cas, les Allemands et les Russes s'entendaient pour collaborer et diriger un camp qui prenait les aspects les plus mauvais d'une KZett du Troisième Reich. Certains P.G. allemands afin de rendre leur vie aussi agréable que possible, se mettaient servilement à la dis-

position des commandants russes et profitaient de l'exploitation cruelle de leurs camarades.

Question. — Comme antifasciste avéré et comme sympathisant du socialisme, avez-vous été en mesure de jouer un rôle particulier dans les camps ?

Réponse. — Je me suis effectivement trouvé dans cette situation. D'abord, dans le but de mener n'importe quel travail politique, de rééducation ou autre, il ne fallait violer jusqu'à un certain point la discipline militaire. Cela, aucun officier de la Wehrmacht ne pouvait le tolérer, et aucun Russe, fait assez curieux, ne pouvait le comprendre. Parfois, quand j'essayais de réunir des petits groupes de discussion et que nous examinions des problèmes comme « le militarisme prussien » ou « l'autoritarisme nazi », j'étais réprimandé par les Russes. La discipline militaire, m'expliquaient les Russes, est une bonne, une très bonne chose. L'autorité doit être respectée. Il n'est pas correct de tenter de miner une autorité quelconque.

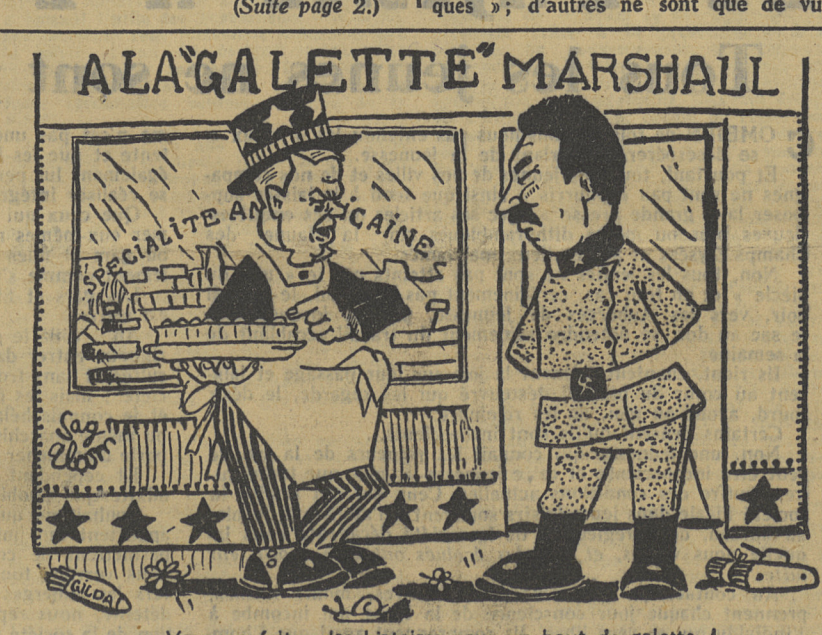
Comment pouvais-je alors parler avec ces simples soldats allemands, toujours accrochés aux vestiges de l'idéologie fasciste ? De plus, la plupart des antifascistes étaient les uns des agents du NKVD, les autres d'anciens nazis camouflés.

Question. — N'y avait-il pas conflit entre les administrations, russe extérieure et allemande intérieure ?

Réponse. — Moins qu'on ne s'y attendait après la haine entretenue par la propagande entre nazis et communistes, Russes et Allemands, ils avaient des avantages et des intérêts communs dans les

prisons-camps. Le système les unissait, et leurs habitudes organisationnelles coïncidaient souvent. Un de mes camps était entièrement dirigé par d'anciens activistes nazis et par des S.S. Je doute que Belen ou Dachau eux-mêmes aient été un produit plus typique du système. Les coups étaient habituels et les formes sadiques de punition, spécialement pendant le dur climat d'hiver, choses quotidiennes.

(Suite page 2.)



— Vous en faites des histoires pour un bout de galette !

L'ESCROQUERIE MÉDICALE

Faisant suite à la décision de la S.S. de dresser une liste des spécialités pharmaceutiques qui ne seront plus remboursées, nous proposons à Mme Poins-Chapuis, d'édicter et de mettre en vigueur l'article unique suivant.

ARTICLE UNIQUE

Les produits inscrits et nettement délimités au code, ou le mélange de ceux-ci ne peuvent être dilués au public sous forme de spécialités (noms spécialisés).

Les opérations de : mise en solution, granulation, pastillage, kératinisation, dragéification, etc., constituant les manipulations normales de l'officine, ne peuvent jouer en faveur de la spécialisation. Ne peuvent être vendus comme spécialités que les médicaments dont : la préparation, la conditionnement ou la détention prolongée seraient impossibles dans les pharmacies.

Par ce simple décret disparaîtraient 85 % des spécialités pharmaceutiques, sur lesquels l'Etat prélève un peu plus de 30 %.

Si, en effet, nous examinons les constitutifs des nombreuses spécialités inscrites au dictionnaire des spécialités thérapeutiques, nous constatons que 85 % de celles-ci ne sont que des produits officinaux ou le simple mélange de ceux-ci, formules que l'on trouve le plus souvent dans « les formules thérapeutiques » ; d'autres ne sont que de vul-

gaires solutions de produits les plus ordinaires, cas du salicylate de soude qui, mis tout bonnement en solution et vendu sous son nom spécialisé, accuse une différence de 70 à 80 % en défaveur du malade, même chose pour ledit produit vendu en pastilles kératinisées et spécialisées.

Il ne faut pas nous dire que la pureté du produit entre en ligne de compte, c'est inexact ; les substances utilisées sont « codées », c'est-à-dire qu'elles ont des critères de pureté et de composition qu'aucun fabricant ne surpasse.

Des dérivés organiques spécialisés font l'objet d'une exploitation honteuse, tels : 1-phényl-1-2-3-diméthyl-4-diméthylaminopyrazolone, le 1-phényl-2-3-diméthyl-6-5-pyrazolone, l'acide acétyl salicylique, etc., etc. ; les prix augmentent suivant la puissance de réclame ou la présentation des firmes exploitantes (nous ne pouvons citer les noms spécialisés de ces produits sous peine de poursuites judiciaires).

De reste, en supprimant le plus possible de spécialités, on redonnerait au médecin l'initiative de « l'ordonnance », ce qui l'obligerait à revoir un peu sa « matière médicale » ; il échapperait alors à l'influence fâcheuse d'une propagande ignoble qui ne peut s'établir qu'au détriment du malade.

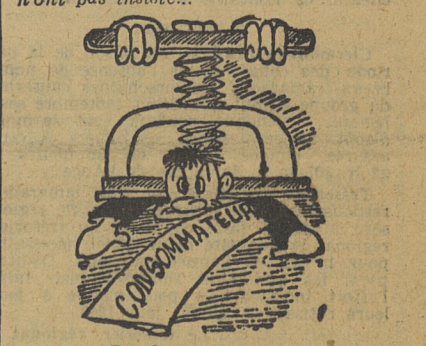
La spécialité doit être libérée de l'impôt étatique, ne pas être classée en spécialités « officielles » et en spécialités « non Tabou », ou, purement et simplement supprimées.

A peine une communication a été faite à l'Académie de Médecine, à la Faculté des Sciences ou même dans une société scientifique quelconque, que les « rats de bibliothèques », du service de documentation des grosses boîtes à médicaments, transmettent la copie de la publication. On cherche immédiatement à faire une spécialité, on va trouver l'auteur du rapport, on lui propose un petit tant pour 100 et on met « préparé selon la formule ou la méthode de M. X... », communication à l'Académie de..., date, etc., etc.

Voici une dizaine d'années, un professeur publia une étude sur l'action des sels halogénés de magnésium dans les états pré-cancéreux (il fut de suite éreinté par ses co-pontifes), mais immédiatement les préparations les plus invraisemblables sortirent des boîtes à médicaments ; toutes étaient à base de chlorure de magnésium... prévenant du cancer... selon la communication du professeur X... de l'Académie, etc... On vendait

Le Carnaval de la Semaine

Action directe
A Bielefeld, en Allemagne, les ménages ont eu raison d'un « honnête » commerçant qui vendait ses œufs 30 francs (50 pfennigs) pièce ; elles l'ont chassé de son entrepôt de sa marchandise. Près de Munster, les ménages ont employé un moyen moins radical : la grève des achats, qui s'est traduite par une baisse immédiate de 25 %. Quelques jours auparavant, à Chicago, les ménages avaient cessé leurs achats de viande. Les grossistes de la ville n'ont pas insisté.



Diplomatie russe
Il y a peu de temps encore, l'U.R.S.S. faisait entendre sa voix, lors des congrès internationaux de la santé ; n'assurait pas que dans les pays capitalistes l'hygiène et la santé ont moins d'importance que le profit. Nous sommes d'accord, et sommes étonnés d'apprendre que ce gouvernement « humanitaire » fasse courir des risques d'épi-

(Suite page 2.)

COLLOQUE EN RÉVOLUTION

PROBLÈMES ESSENTIELS (2)

LA DISTRIBUTION

Le grave danger qui menace (1) le peuple en période révolutionnaire, c'est de vouloir faire immédiatement du neuf. La chose étant impossible, ses essais tournent court et le vieux système accommodé d'une nouvelle sauce politique, malgré tous ses défauts, apparaît alors comme seul valable.

La méthode révolutionnaire doit s'inspirer au contraire d'un certain esprit de continuité ; reprendre d'abord, mais à SON COMPTE, ce qui existe, le mettre au service et à la portée de tous. S'efforcer ensuite de le perfectionner de l'extérieur. Être conservateur dans une certaine mesure, pour les choses, et révolutionnaire pour les idées.

Un établissement comme Félix Potin par exemple sera géré par les employés qui y travaillent. Ils continueront à servir les mêmes consommateurs, s'approvisionneront aux mêmes sources, utiliseront les mêmes conditions, les mêmes entrepôts. La chose sera identique. L'esprit qui l'anime aura changé du tout au tout.

Prenez un autre exemple : Des grossistes marseillais se fournaissent en concentré de tomates à Clairac (L.-et-G.). D'autres à Carpentras. Ces procédés sont certainement irrrationnels. Ils ne répondent à l'heure actuelle qu'à certains intérêts qui n'ont rien de commun avec l'intérêt général.

LES LIVRES

KARL JASPERS LA CULPABILITÉ ALLEMANDE (Les Editions de Minuit)

Moins connue en France que celle de Heidegger, l'œuvre philosophique de Karl Jaspers s'en distingue par la constance d'un souci moral étranger au penseur de Fribourg, mais s'en rapproche par une commune volonté, de bonne foi, par une même lucidité dans la méthode.

C'est pourquoi *La culpabilité allemande* débute par une demande et une promesse de confiance. Dans ce livre, fragment d'un cours prononcé à l'université de Heidelberg, Jaspers s'efforce d'analyser la notion de culpabilité collective, et en particulier, de déterminer la part de responsabilité qui incombe à chaque Allemand.

La partie théorique de l'ouvrage contient une distinction fondamentale entre les quatre aspects de la culpabilité : criminelle, politique, morale, métaphysique. Les culpabilités morale et métaphysique sont purement subjectives, car elles se réfèrent à des choix moraux différents selon les individus et que seuls peuvent révéler d'autres choix individuels. Au contraire, l'auteur, on est comble de crime, car, en fait, c'est-à-dire non plus devant sa propre conscience, mais devant le pouvoir, — mais devant le juge ou devant le vainqueur.

Cependant, tandis que ce sont les individus qui supportent la culpabilité des crimes qu'ils ont commis, c'est toute la collectivité qui est coupable d'une politique criminelle.

En suivant ce raisonnement, Jaspers nous montre que seuls les criminels qui les ont commis personnellement, et les nazis qui les ont protégés, ont à répondre des crimes de guerre. Mais, Jaspers nous le dit, c'est-à-dire non plus devant sa propre conscience, mais devant le pouvoir, — mais devant le juge ou devant le vainqueur.

Il faut relever dans la thèse de Jaspers, une très grave erreur. Affirmer que la culpabilité collective n'est qu'une politique criminelle, c'est établir un lien nécessaire entre le pouvoir et la morale, entre la force et le droit. C'est aussi justifier les représailles qu'au pays de Nuremberg, les vainqueurs n'ont pas manqué d'exercer sur les vaincus.

Si, on bouscule tout dès le premier jour, si les camarades producteurs de Carpentras décident d'envoyer leur production dans le rayon le plus proche : Bouches-du-Rhône, Var, ils se rendent logiques. Mais alors ceux de Clairac se verront forcés d'expédier leur marchandise ailleurs, d'où tâtonnements, perte de temps, recherche désarroi.

N'oublions pas que le réseau de distribution tel qu'il est actuellement, assure la distribution de milliers d'articles divers sur tout le territoire.

L'inhérence réside surtout dans l'esprit mercantile qui l'anime et le vice.

Mais il est quand même le fruit de l'auto-organisation que fausse souvent l'intérêt privé.

Il s'agit de le redresser, de lui appliquer simplement les règles de la logique.

Ce travail ne peut se faire du jour au lendemain, et si l'exemple que nous donnons plus haut se généralisait sans ententes préalable entre organismes de distribution et producteurs, le désordre s'imposerait très vite.

Si l'on pouvait fixer par des traits les chemins divers que parcourent les marchandises avant d'arriver aux consommateurs, on réaliserait une extraordinaire et incohérente toile d'araignée d'une densité extrême. On verrait des lignes partir du sud pour y revenir après avoir fait une foule de zig-zags vers l'est, l'ouest, le nord ; d'autres se croiser, s'entrecroiser, former des serpents, aller, venir, le tout dans un désordre plus apparent que réel.

Porter la hache dans ce système délicat, complexe, serait une faute grave. On devra au contraire s'y insinuer, suivre pas à pas ses développements, connaître les tenants et aboutissants de chaque fil et peu à peu y mettre de l'ordre. Et ne jamais perdre de vue que ce système, pour périmé qu'il soit, est le système d'irrigation sanguine du pays. Sa paralysie entraînerait la mort de la Révolution.

La distribution se complique encore de la nécessité du conditionnement. Peu ou pas de marchandises se transportent de nos jours en vrac et toute une industrie s'est créée pour répondre à ce besoin.

Angoulême fabrique des cartonnages ; ailleurs, c'est le boitage, la sacherie, les cageots, caisses, tonneaux, papiers divers, cellophane, tubes, boîtes, bouteilles ; puis les installations frigorifiques pour la viande, le beurre, les œufs, les wagons et camions thermiques, les caves à bananes, etc., etc.

Toutes ces industries et ces entreprises de transports ont une clientèle et des secteurs d'activités à peu près déterminés.

Lorsque les petits et moyens épiciers et fruitiers, ainsi que les bouchers et charcutiers, vont s'approvisionner dans les halles des grands centres, ils font appel à des entrepreneurs de transports spécialisés.

La encore — pour les grandes villes — l'entente — toute une organisation existe, qu'il convient de respecter, d'utiliser au mieux.

Des grossistes et mandataires aux milliers de détaillants disséminés dans les 20 arrondissements de Paris, partent journellement plusieurs centaines de camions qui livrent les marchandises. A leur tour, ces camions ont leurs garages propres, leurs pompes à essence, leurs chauffeurs et mécaniciens.

Tout cela fonctionne sous nos yeux, sans immixtion réelle étatique. Peut-on trouver plus bel exemple d'organisation spontanée ?

Supprimons ce qui vient l'ensemble — le profit — et nous aurons posé la première pierre de l'édifice libertaire.

Dans toutes les entreprises, de l'épicerie au pêcheur ou cultivateur, en passant par celles de conditionnement, transports, usines, il y a des hommes et des femmes qui travaillent, qui sont qualifiés.

Que feront ces travailleurs pendant les affaires de la Révolution ? Que feront-ils après ?

Le premier geste du garçon épicerie, avec l'épicerie lui-même s'il se rallie au mouvement populaire, sera de contacter immédiatement les grossistes.

Du grossiste s'amorcera également la même action vers les producteurs, tout en restant en contact étroit avec les transporteurs et les industries annexes.

Respecter le réseau, mettre tout en œuvre pour que la circulation se rétablisse, pour que la machine tourne à nouveau, est l'objectif numéro un.

Dans des moments tragiques où se joue le sort des hommes, vouloir anticiper sur les événements c'est presque trahir. La réussite d'une révolution sociale dépend des vitrines et des arrivages bien plus que des élans populaires.

Cette mise en route est parfaitement possible, elle est même relativement facile si chacun reste à sa place, si chacun fait son travail comme si de rien n'était.

C'est ainsi que le peuple fera l'expérience qu'il peut parfaitement vivre sans Etat.

(1) Nous n'examinons, dans cet article, que la question alimentaire qui prime toutes les autres.

LE JABIRU.
En vente au *Libertaire* : 180. Franco 202.

Un Conte...
UN PATRIOTE

HIPPOLYTE FEMUR était un homme terne et gris. Il donnait même l'impression d'être un peu muet.

Ses épaules tombantes, son faux col monumental et ses éternelles manches de lustrine, son binocle à ruban chevachant un nez pincé, son regard éteint, son crâne luisant et ses pieds plats en faisaient le type du Français moyen, patriote et dévoué.

Il était fabricant de bibelots perfectionnés et membre d'honneur de plusieurs associations pour la répopulation.

Au demeurant le meilleur homme du monde, de bon conseil, vertueux et droit, malgré la scolose de son omoplate gauche.

Avant tout Femur était Français ! Et tout ce qui, de près ou de loin, semblait lui nuire à l'influence étrangère, soulevait son cœur d'un généreux reproche.

L'obéissance absolue aux lois, décrets, règlements, ordonnances, étaient pour lui chose sacrée. Jamais Femur ne se serait permis d'uriner contre un arbre ! Jamais non plus il n'aurait acheté les faveurs d'une péripatéticienne (c'est pas de bois) sans s'assurer au préalable que sa carte fut imprimée, contresignée par le commissaire aux mœurs.

Soumis aux règlements, la location de viandes féminines lui apparaissait alors comme chose naturelle et même vertueuse en ce sens qu'elle permet de faire des enfants « naturels » sans en avoir la responsabilité.

Le destin avait marqué Femur. Il était né un 14 juillet au milieu des liesses générales. Son subconscient avait gardé l'indélébile empreinte de ce jour faste entre tous, et tous les ans cette date marquait pour lui la communion fervente de sa venue au monde et de la prise de la Bastille.

Toute sa vie n'avait été qu'une longue obéissance absolue à l'autorité établie. Et c'est bien pourquoi il ne put jamais faire fortune, car il était de surcroît honnête, ce qui dans le commerce ou l'industrie est un défaut rédhibitoire.

Après avoir donné en 1914 son or et son œil droit à la patrie, il végéta jusqu'au jour où il fut atteint au point vital d'un coup de feu tiré par un ennemi. Hélas ! le plan Marshall vint détruire toutes ses espérances en introduisant sur le marché un article identique au sien mais livrable avec une boîte de lait en poudre.

Des lors ses affaires déclinerent rapidement. Femur devint de plus en plus jaune, de plus en plus frippé. Il se recroquevillait, se concentrant, se voilait sous l'orage. Sa piété, par contre, augmenta d'intensité, son patriotisme de virulence et sa xénophobie d'ampleur.

Il était donc en exemple par la curée de patriotisme pour sa haine vertueuse et obéissance passive.

Femur était arrivé à l'extrême possibilité des perfectionnements civiques.

Sur ces entrefaites, le 14 juillet arriva également.

Mais ce jour-là, fâché entre tous, lui apporta, hélas, une lettre du percepteur.

Dès qu'il la vit, Femur comprit. L'heure la plus tragique de son existence venait de sonner !

Cependant, des flots de musique ébranlaient le silence matinal. Tout respirait la joie. La joie officielle.

C'était le jour du rire. Femur éclata de rire, pensant au percepteur, il éclata en sanglots. Puis il se mit à rire et à pleurer tout à la fois.

Mais il fallait rire franchement, parce que cela était ordonné depuis 1789 et un vrai Français ne peut transgresser pareille coutume renforcée et codifiée par la loi.

Le jour part il fallait payer ! Cela aussi était la loi ! Que faire Seigneur ? Que faire ?

Pas de larmes rieuses, pas de rires larmoyants... L'un ou l'autre. Ou plutôt l'un et l'autre ?

Femur comprit qu'il ne sortirait jamais de ce débat cornélien.

Alors il sortit de chez lui et se jeta au fond d'un puits.

RICE.

Les religions sont comme des vers luisants : il leur faut l'obscurité pour qu'elles brillent.

SCHOPENHAUER.

REFLEXIONS sur le SECTARISME

Ceux qui appartiennent à ces milieux flottants et indéterminés qui constituent à l'heure actuelle ce qui reste de la gauche, ballotés d'une position à l'autre et d'un espoir au suivant, passant d'une organisation à l'autre par des scissions chroniques et des regroupements éphémères, membres du R.D.R., de l'Union de la S.R., de l'Union des anciens trotskystes ou anciens Jeunes Socialistes, ceux-là nous reprochent quelquefois, d'ailleurs sans passion et sans haine, ce qu'ils nomment notre « sectarisme ».

Nous nous justifions ici devant eux sans nous préoccuper pour cette fois d'être compris, nous nous contentons d'indiquer antédiluviennes et qui, pour cette raison, nous reprochent au contraire de n'être pas assez sectaires.

Il est exact que nous ne nous sommes pas engagés sur la voie de ces regroupements bruyants mais périssables. Il est exact que, devant des tentatives comme le récent « Congrès des Peuples » de Puteaux qu'« animal » Marceau Pivert, nous nous sommes contentés de nous déplacer en silence d'observateurs froids et silencieux. Il est exact que nous n'avons pas donné suite à certaines avances, souvent faites, d'ailleurs, en toute loyauté.

Cela est-il du sectarisme ? Nous ne le pensons pas, et nous allons montrer ici pourquoi.

L'extrême gauche présente une double particularité : les organisations de « vieille souche », comme les fractions Trotskystes et les Bordighistes, sont absolument momifiées sur des positions périmées, fossilisées. Des tendances à un renouveau se présentent en leur sein, mais elles ne sont jusqu'ici presque négligeables. Ceci est la première particularité. La seconde, c'est que, quelquefois, ces organisations vêtues éclatent sous la poussée d'éléments lassés par l'infantilisme et le sectarisme et qui se cherchent à faire passer l'extrême gauche à l'extrême droite.

Mais, pour nous, la question majeure est celle-ci : quel est le terrain sur lequel s'opère ce rassemblement ?

Jusqu'ici, tous les regroupements se sont opérés sous le signe de la démocratie révolutionnaire. Avant relégué au centralisme stérile qui confinait au totalitarisme, les âmes en peine de l'extrême gauche ont ressenti leur besoin de liberté comme un besoin de démocratie.

C'est précisément parce que la démocratie fait abstraction du contenu réel des individus pour les réduire à un principe que les éléments les plus divers parmi les révolutionnaires se sont réunis dans la nouvelle « démocratie révolutionnaire ».

L'abstraction « démocratique » a permis de faire échec à la diversité réelle, qui s'est d'ailleurs manifestée par l'impasse où se sont trouvés tous les projets de fait d'autre chose, que de phrases creuses, comme c'est le cas pour le R.D.R. Mais c'est aussi pour cela que de telles tentatives sont mortes par avance.

Or, — et on ne le répète jamais assez — nous ne sommes pas des démocrates.

Ce n'est donc pas un « sectarisme » qui nous tient à l'écart de semblables tentatives. Bien au contraire : nous attendons le jour où elles se manifesteront dans un autre sens, le jour où l'extrême gauche comprendra que seule la fédération peut unir organiquement des conceptions révolutionnaires différentes et non pas la « démocratie ».

Ce jour-là, nous serons prêts à collaborer de toutes nos forces. Car nous ne croyons pas à un monopole de notre organisation dans la révolution.

Et c'est par là que nous sommes irrévocablement opposés à tout sectarisme.

MICHEL.

CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

Le gouvernement d'aujourd'hui

AUJOURD'HUI, que fait le gouvernement ? Il pompe l'argent de toutes les localités pour le redistribuer ensuite selon le critère de ses fonctionnaires, ou, mieux, selon l'intensité des pressions auxquelles ceux-ci sont accessibles.

L'afflux de richesses qui, des communes, va à la capitale, retourne ensuite dans les communes, mais après que l'Etat en ait absorbé une notable portion pour son propre fonctionnement et pour les œuvres nécessaires à la sûreté de sa prédominance sur les citoyens.

Cela se passe exactement comme dans l'histoire du nègre à qui un missionnaire voulait faire comprendre pourquoi il était juste de payer les impôts. Il lui expliqua que le gouvernement semblait à un père, le protégeait des ennemis, le soignait quand il était malade, le nourrissait quand il avait faim, éduquait ses enfants et que tout cela il ne pouvait pas le faire si chacun ne lui payait pas sa part. Le vieux nègre resta muet. Puis il dit : « J'ai compris. C'est comme si mon chien venait me trouver et me disait : « Maître, j'ai faim » et que je lui répondais : Oh, cher et fidèle

crates. Un cliché trop courant nous représente sous les couleurs « d'enfants terribles » de la démocratie, de démocrates poussés à l'absurde. Des gens comme Trotsky se sont acharnés à le répéter pour pouvoir nous fustiger comme « petits bourgeois révoltés ».

C'est complètement faux. Nous ne nous sommes pas plus proches du démocrate Blum, que d'Adolf Hitler ou de Staline. Entre eux, la seule différence est de méthode, mais l'attitude d'anti-humanisme est commune. Qu'on nous prive de notre substance humaine par des abstractions démocratiques ou des extases fascistes, le résultat est le même : l'écrasement, consenti ou inconscient, de l'épanouissement humain dans la liberté réelle.

Nous ne sommes ni fascistes, ni démocrates : nous sommes fédéralistes.

Certes, le mot est aujourd'hui galvaudé. Le capitalisme européen, plongé dans la misère et le désespoir, qu'il fallait unir pour défendre ses intérêts en face des deux blocs : c'est en ce sens que Churchill clame son attachement au fédéralisme et que la social-démocratie lui emboîte le pas en prenant soin de demeurer à une distance prudente.

Mais notre fédéralisme, à nous, le fédéralisme authentique (nous le défendons avant que Churchill vagisse même ses premières paroles), notre fédéralisme n'est pas celui des Etats, mais celui des hommes réels, qui pensent et qui souffrent en tant qu'hommes.

Car, si la démocratie signifie que l'on ne considère les hommes que sous forme d'abstractions des voix ou des chiffres, abstractions couronnées par cette abstraction suprême, anti-humaine : l'Etat, par contre, le fédéralisme ne connaît que l'homme réel, concret, libre et sa liberté réelle. Comme le disait Nietzsche : « Là où finit l'Etat, là commence seulement l'homme qui n'est pas superflu ».

Pour nous, l'homme n'est pas superflu, car il est la valeur suprême.

C'est pourquoi l'idée même de démocratie révolutionnaire est une absurdité, contradictoire dans les termes. A l'heure où, par surcroît, la démocratie est devenue impossible et où elle fait place au totalitarisme dans le monde entier, il est vain de fouiller dans la tombe du capitalisme pour relancer l'arsenal démocratique comme le font les quelques rassemblements de l'extrême gauche.

Ce n'est donc pas un « sectarisme » qui nous tient à l'écart de semblables tentatives. Bien au contraire : nous attendons le jour où elles se manifesteront dans un autre sens, le jour où l'extrême gauche comprendra que seule la fédération peut unir organiquement des conceptions révolutionnaires différentes et non pas la « démocratie ».

Ce jour-là, nous serons prêts à collaborer de toutes nos forces. Car nous ne croyons pas à un monopole de notre organisation dans la révolution.

Et c'est par là que nous sommes irrévocablement opposés à tout sectarisme.

MICHEL.

Le problème ouvrier

ISONS à présent quelques mots des syndicats ouvriers et paysans.

En ce qui concerne les paysans, il n'y avait aucune organisation de lutte, il y a sept ans. La morale religieuse et la promesse d'une vie meilleure dans l'autre monde au prix de la pauvreté sur terre les empêchaient même de penser à secouer le joug. A la suite d'une ténace propagande du parti Toudch, les paysans prirent conscience de leurs possibilités et de leur misère et commencèrent à s'organiser dans des syndicats ouvriers et paysans.

Le vent de l'insurrection déferla sur les villages, alors que dans les villes, les ouvriers se préparaient à prendre les armes. Mais, de même qu'ils avaient été encouragés et avaient gagné du terrain en un court laps de temps, les syndicats paysans furent réduits à néant après l'échec du mouvement Toudch. Mal organisés et peu instruits, sans conscience de classe, déçus et désespérés, les paysans abandonnèrent le syndicat, alors que bon nombre d'ouvriers poursuivaient la lutte clandestinement.

Les syndicats ouvriers sont plus anciens et il est utile de rappeler brièvement leur histoire. L'industrie moderne d'Iran ne date que de 25 ans environ. Les salariés de l'industrie artisanale n'avaient aucune conscience et se trouvaient dispersés à la campagne et dans les petites villes. Ils ne possé-

daient pas de syndicats et n'y pensaient même pas.

C'est la dictature de Riza Khan avec sa politique d'achat et d'importation des premières usines d'Europe qui permit de s'établir un lien. Avant cette époque, seuls les ouvriers des imprimeries possédaient leurs organisations. Ces syndicats jouèrent un rôle important dans les rares mouvements sociaux provoqués au début de la dictature de Riza Khan, à l'époque de la Révolution d'Octobre russe. Le centre de l'agitation fut alors la riche province du Mazandéran, au bord de la Caspienne et son chef fut Fiehevari, qui, plus tard, devait devenir le chef du gouvernement autonome d'Azerbaïdjan.

La construction de chemins de fer, l'installation d'usines, provoquèrent la naissance d'une industrie moderne, et avec elle la création d'une classe ouvrière. Le milieu devint favorable à la propagande, mais la dictature, la répression brutale, la censure, l'ignorance de l'existence de syndicats dans d'autres pays, retardèrent la formation d'une conscience de classe. La chute du dictateur en 1922, l'entrée des Alliés en Iran rendirent enfin possible la propagande systématique parmi les travailleurs.

Une fois les libertés rétablies, les partis se formèrent nombreux. Les uns vont jouer un rôle important, comme le parti Toudch, communiste, et le parti Vatan, d'extrême droite. Le premier, soutenu par les Russes s'occupa aussitôt d'organiser ouvriers et paysans. Alors que les autres organisations, formées pour la plupart par d'anciens membres du gouvernement, s'efforcèrent de conquérir le pouvoir, le Toudch, plus patient, lança une campagne de propagande pour conquérir et organiser les salariés. Les rares militants communistes sortis de prison sont mobilisés. Des dizaines d'ouvrages sont édi-

tés, traduits du russe et du français. Une multitude de journaux sont lancés, tant à Téhéran qu'en province.

C'est ainsi qu'un mouvement syndical s'éleva, dépendant du parti Toudch. Les premiers organisations, dont la plupart des dirigeants appartenaient au parti, formèrent le « Conseil Unifié des Travailleurs » (C.U.T.). Ses membres sont fortement influencés par le parti et on l'a désigné comme une « école » pour ce dernier. Longtemps il demeure sans rival et il en profite pour se faire reconnaître comme membre de la F.S.M.

Le premier coup que portèrent le parti Toudch et ses syndicats, renforcés par quelques années de propagande et de recrutement, fut une campagne dirigée contre le cabinet qui avait refusé la concession des pétroles du Sud aux Russes. Sous cette pression, et sous celle des Russes eux-mêmes, le gouvernement tomba. C'est alors que le pays se rendit compte de l'importance et de la force de la classe ouvrière. La réaction ne tarda pas et les syndicats furent dénoncés comme une succursale et un instrument du parti Toudch. La décision d'abattre le C.U.T. et la classe ouvrière fut prise, mais il fallut attendre le gouvernement de Ghavam pour que naisse de nouveaux syndicats.

Les événements d'Azerbaïdjan amenèrent en effet Ghavam à créer un syndicat ouvrier rattaché à son parti démocrate, lui-même conçu pour combattre le parti Toudch. Il avait le vrai moyen de lutter contre ce parti. Diplomate habile, Ghavam accorda quelques portefeuilles ministériels à ce parti, et on même temps minait sa base. Les syndicats officiellement dépendant du parti démocrate prirent le nom de « syndicats des Ouvriers » (S.O.).

C'est depuis cette date (mai 1946), qu'il existe, face au C.U.T., une autre centrale, toutes deux rattachées manifestement à un parti. Le C.U.T. affirmait dans un communiqué qu'il était complètement indépendant du parti Toudch et entreprenait une lutte acharnée contre le S.O., traité de « fasciste » et de « gouvernemental ». Mais les syndicats de Ghavam se développèrent rapidement grâce à la protection et à la pression du gouvernement. Ses bases se raffermirent et Ghavam put mener une efficace combat contre le C.U.T. Solidement appuyé par les Américains, Ghavam évinça les ministères Toudch, décida de régler par la force la situation en Azerbaïdjan et procéda à la répression du C.U.T., sachant qu'ainsi il saperait l'influence du Toudch. Les dirigeants du C.U.T. furent arrêtés, on renvoya des usines les membres de ces syndicats, on occupa même les locaux, en se servant de syndiqués au S.O., anciens membres du C.U.T.

Ces mesures provoquèrent de vives protestations de la part du parti Toudch qui, avec le C.U.T., posa le problème sur le plan international, demandant à la F.S.M. l'envoi d'une commission d'enquête. La F.S.M. ne reconnaissant que le C.U.T. et des démarches pour arrêter la répression et déléguer une commission d'enquête à la tête de laquelle se trouvait Louis Saillant. Le S.O. protesta en effet que le C.U.T. était discrédité aux yeux des travailleurs iraniens en raison de sa liaison avec les séparatistes d'Azerbaïdjan et que les ouvriers « honnêtes » et « patriotes » le rejettent.

Avant l'arrivée à la commission, le C.U.T. commença une lourde faule de tactique qui donna au gouvernement un prétexte pour procéder à une répression totale. Ce fut la grève des ouvriers des raffineries d'Abadan qui arrêta entièrement l'activité des régions pétrolières, 100.000 ouvriers, tous affiliés au C.U.T. participèrent au mouvement pour

Le problème ouvrier (2)

protester contre les actes gouvernementaux. Ghavam, appuyé à la fois par les Anglais et les Américains y mit fin par une répression complète. Quand la commission d'enquête arriva à Téhéran, le C.U.T. ne pouvait plus bouger, ses chefs en prison, accusés d'actes de révolte, ses membres dispersés. Par contre, les syndicats S.O. vinrent témoigner en demandant l'élimination des dirigeants du C.U.T. Les travaux de la commission ne purent donc aboutir, mais la F.S.M. continua à considérer le C.U.T. comme seul membre, et les démarches de Ghavam pour faire reconnaître le S.O. n'obtinrent aucun succès.

Ces événements coïncidèrent avec la capitulation des dirigeants du gouvernement autonome d'Azerbaïdjan, et conduisirent à l'écrasement du parti Toudch et de ses syndicats déconsidérés dans l'opinion populaire.

Depuis lors, le C.U.T. a repris de l'activité, mais avec une grande prudence et en feignant une entière indépendance vis-à-vis du Toudch.

C'est ainsi que deux centrales se disputent aujourd'hui les masses ouvrières d'Iran : le C.U.T., fortement « inspiré » par le parti Toudch, et le S.O., groupant tous les éléments de droite, financé non seulement par les Anglo-Saxons dont il défend les intérêts, mais encore par les industriels et propriétaires locaux, qui trouvent en lui un rempart contre l'influence communiste, liée au parti démocrate de Ghavam, premier ministre.

Quant à un mouvement ouvrier indépendant, il est inexistant, et ne peut exister, tant que la classe ouvrière, faible et dispersée, ne sera pas unie par les expériences qui lui manquent encore. La vie

syndicale, née il y a quelques années, ne se distinguait pas de la vie des partis eux-mêmes, et constituait l'école primaire des partis dont elle dépend.

Dans l'ordre d'importance, les régions d'Abadan, Mazandéran, Isfahan, Téhéran et Azerbaïdjan sont celles où la proportion de syndiqués est la plus forte. Tout le Sud, profondément influencé par le parti Toudch, est la région la plus dangereuse pour le régime de l'Angleterre, connaît une activité clandestine du parti Toudch et de sa filiale syndicale : feuilles illégales et réunions secrètes, alors que le parti démocrate et sa succursale syndicale déploient librement leur propagande et se trouvent soutenus. Une situation semblable existe à Isfahan.

En résumé, deux centrales syndicales, dépendant chacune d'un parti, eux-mêmes exprimant les intérêts impérialistes des deux blocs qui, partout dans le monde, se trouvent en conflit.

(Fin.)

DOCUMENTATION SUR LA
REVOLUTION ESPAGNOLE

1° 12 numéros de l'ESPAGNE NOUVELLE parus pendant la Révolution ;

2° 1 lot de Brochures documentaires ;

3° 1 fascicule broché intitulé « Espagne indomptée ».

La Collection : 200 fr. ; franco : 240 fr.

Joûlin R. C.C.P. 5561-76, Paris.
Nota : Nous disposons seulement de 150 collections.

CONFUSIONNISTE SYNDICAL

IMAGE typique de notre monde absurde, le syndicalisme — et particulièrement depuis les grandes grèves fédérales de novembre-décembre 1947 — n'est plus que confusionnisme. Les responsables d'un tel état de choses sont multiples et connus. Ce sont d'abord les syndiqués eux-mêmes qui, en « animaux politiques » — conscients et organisés — ne se sont pas rendus compte qu'introduire la politique dans le syndicalisme, ne faire que de la politique en son sein, équivalait à pousser au suicide toute l'organisation pour qui s'étaient sacrifiés les Pelloutier, les Pouget, les Griffuelhes, les Yvetot, et tous ces morts de 1^{er} mai qui ne chantaient pas, mais se battaient. Ce sont ensuite tous les partis politiques dont le travail de sape au sein de la C.G.T., réunifiée pendant l'occupation nazie, a abouti à un éparpillement des forces ouvrières face à un patronat uni, parce qu'ayant eu peur, à la double scission de 1946 (création de la C.N.T.) et de 1948 (création de la C.G.T.-F.O.) et au renforcement d'une C.F.T.C. aux conceptions syndicales bien particulières. Ce travail de sape a également fait, ne l'oublions pas, le bonheur de la C.G.A. et de la C.G.C. dont les embryons d'organisation nés dans la Résistance n'auraient pas pu résister à l'attraction d'une grande centrale ouvrière apolitique.

Aujourd'hui, chaque parti politique, chaque groupuscule politique possède ou influence une « centrale » syndicale ou la minorité d'une « centrale » syndicale. L'énumération serait fastidieuse et nous ne voulons pas enfoncer plus loin le clou dans la tête du lecteur. Constatons simplement que tous feignent de s'y retrouver, alors que tous sont en réalité dupés. L'avenir, si le syndiqué de base ne réagit pas, confirmera notre point de vue.

Aux travailleurs Lyonnais

Dans un article intitulé : « Devoir élémentaire », « L'Effort », journal syndical du Bâtiment C.G.T. signale que des listes de souscription ont été mises en circulation pour les grévistes de Clermont-Ferrand. L'auteur de cet article prétend que certains camarades de la C.N.T. auraient refusé leur obole, bien que réalisant de grosses payes grâce au travail aux pièces. Mais il oublie que les camarades de la C.N.T. à Clermont ont été aux premiers rangs du mouvement saboté par les bonzes cégétistes. Et il conclut en disant que : « ... la division est néfaste et la C.G.T. n'a pas de leçon à recevoir de la C.N.T. espagnole, car elle défend tous les travailleurs sans distinction d'opinion en même temps qu'elle assure la solidarité de tous ceux qui luttent ».

Signalons d'abord à ce monsieur que la C.N.T. est la section française de l'I.A.T. (Association Internationale des Travailleurs). Ensuite, rafraichissons-lui la mémoire :

Est-ce par solidarité que le comité d'entreprise C.G.T. de la Rodiaceta (soie artificielle), à Vaise, demanda au directeur de cette usine le renvoi de tous les ouvriers adhérents à la C.N.T. ? (Le directeur a d'ailleurs refusé).

Est-ce par solidarité, et sans distinction d'opinion, que le Syndicat du Bâtiment déclencha la grève au Pont Kitchener pour obtenir le renvoi d'un camarade adhérent à la C.N.T. ?

Est-ce par solidarité que les bonzes du Syndicat des Produits Chimiques déclenchèrent la grève aux usines des Elestros à Venissieux, pour obtenir le renvoi de trente ouvriers de la C.N.T. ?

Est-ce par solidarité qu'à la Verrière Ouvrière de Venissieux, six camarades adhérents à la C.N.T. furent licenciés par ordre du Syndicat C.G.T. ? Ces camarades, de surcroît, furent signalés dans les usines de Venissieux comme diviseurs ; il leur fut impossible de trouver du travail dans la localité.

Est-ce par solidarité que les bonzes du Syndicat des Produits Chimiques déclenchèrent la grève aux usines des Elestros à Venissieux, pour obtenir le renvoi de trente ouvriers de la C.N.T. ?

Est-ce par solidarité qu'au barrage de Genissiat, pour le 1^{er} Mai, le Syndicat du Bâtiment C.G.T. posa comme revendication le renvoi d'un ouvrier père de six enfants, parce qu'il avait osé, avec quelques camarades, fonder une section de la C.N.T. ?

A la C.N.T. nous n'attendons pas l'initiative de ces bonzes pour pratiquer la solidarité en toute occasion. Mais il nous fallait signaler ces quelques faits vris entre bien d'autres encores, pour éclairer les travailleurs sur la crapulerie des inamovibles de la C.G.T.

UN DE LA C.N.T.

Programmes différents, buts différents, conceptions de lutte différentes, philosophie sociale différente : confusion. Nous parlons syndicalisme, ne l'oubliez pas. Particularisme, corporatisme, égoïsme, démagogie, hypocrisie, mensonges, fausses manœuvres, confusionnisme. Ajouter à cela l'abandon par toutes les organisations syndicales reconnues de la lutte des classes et le tableau sera complet.

Les uns ne cotisent plus, par dégoût, par lâcheté, par égoïsme. Et cela dans toutes les centrales.

Les autres reviennent à la C.G.T. parce que plus dynamique — tout au moins momentanément — par dégoût, par peur, par égoïsme, parce qu'ils s'en foutent.

Comment fixer les forces en présence ? La C.G.T.-F.O. et la C.G.T. promulguent à longueur de semaine des bulletins de victoires concernant le nombre de leurs adhérents. En réalité, l'une et l'autre ignorent exactement le chiffre de leurs suivres. On a, dans les deux camps, distribué des cartes gratuitement. On a créé, dans les deux camps, des fédérations fantômes par simple souci de nourrir les gros et moyens requins. Et beaucoup de syndiqués — nous les appelons ainsi parce qu'ils sont en possession d'une carte syndicale — oublient de se mettre à jour le leurs cotisations ou de se rendre aux assemblées générales spécifiques, absenteïstes que constatent d'ailleurs aussi bien les secrétaires fédéraux que confédéraux des deux camps.

Le mensonge roi est d'autant plus dangereux que nous nous acharnons vers des temps troubles, vers une échéance qui sera autre que celle de juin et qui MARQUERA dans l'histoire du mouvement ouvrier. Et nous sommes bien obligés de constater que nous abandonnons ce moment historique en pleine confusion sans plate-forme unique de combat, dans la désunion la plus complète.

Des grèves de harcèlement, prémices de mouvements violents et thermomètre du malaise social actuel, éclatent un peu partout, dans tous les corps de métier. Pour un motif ou pour un autre, mais avec un but unique et précis, l'augmentation du pouvoir d'achat. Par la réduction de l'abattement des zones de salaires, par augmentation du salaire horaire, par diminution du coût de la vie, par la suppression des intermédiaires, par l'obtention de l'échelle mobile, etc... (Là encore, constatons-le, confusionnisme).

Dans le Livre, les syndiqués se sont déchainés pour les 20 p. 100 d'augmentation des salaires. Et comme la Fédération nationale des maîtres-imprimeurs s'est retranchée derrière les décisions gouvernementales (blocage des

SPORT ET COMPÉTITION

Ce sujet très vaste et très important, celui qui devrait occuper la première place dans l'éducation générale des jeunes, est encore malheureusement le problème le plus écarté de la vie sociale. Pourtant le rôle que le sport est appelé à jouer dans la société est de plus en plus précieux pour le développement physique et moral de l'homme. Personne ne peut contester l'utilité du sport, nécessité pressante des temps modernes, mais ce que l'on doit critiquer, c'est la manière de le pratiquer et de s'en servir.

En effet, dans ce monde de désordre organisé par les maîtres de l'heure et régi par ceux qui veulent le remplacer, l'emploi du sport déformé leur devient un moyen d'exploitation. On organise des tournois de France, de grands concours de boxe, on occupe l'esprit de la foule qui perd de vue, pendant ce temps, le travail à accomplir pour son émancipation.

Le sport tel qu'il est compris de nos jours est une provocation à la compétition qui finit par dominer et devenir le point principal autour duquel gravitent l'ambition et le profit. De sport il n'en reste rien, le corps au lieu d'être athlétique, but recherché, s'aproprie à l'exercice de performances, devient un moyen de régularité et de confort.

N'est-il pas désolant et révoltant de voir éduquer la jeunesse en ce sens. Pour cela tous les moyens sont bons. La radio, chaque dimanche, le speaker s'efforce de bavarder les exploits d'un Pujazon, d'un Cerdan. Le cinéma, où les spectateurs deviennent complices de l'exploit d'un Bobet, d'un Robic ou d'un autre. La le nationalisme chauvin et étroit des gens domine... Pauvre sport ! Il est temps de dénoncer toutes ces pointonnades, ces flatteries, ces abus, il faut réagir contre l'état actuel des choses, apprendre à pratiquer intelligemment les sports, apprendre à aimer la nature, la vie, par le camping, sport libre et complet, qui fera de nous des hommes.

THIEBLEMONT René.

Les fronts n'ont jamais été plus courbés.

André GIDE
(Retour de l'U.R.S.S.)

salaires), tout en reconnaissant le bien-fondé des réclamations ouvrières, les ouvriers du Livre ont cru devoir baisser, prendre la tangente. Ils ont commencé par faire la grève des heures supplémentaires (hé oui !) en pleine période de congés payés, ce qui, obligatoirement, empêchait les revues et périodiques de sortir en temps et à dates voulus. A cette grève des heures supplémentaires se joignit, dans la plupart des ateliers, une grève perlée accentuant encore les retards prévus. D'où protestation unanime des clients. Pour la première fois dans l'histoire syndicale, les clients intervinrent pour que satisfaction soit donnée aux ouvriers. C'est ainsi que chez V. Michel, le Métropolitain « sermons » le patron, menaçant de retirer toutes ses commandes. Beaucoup de directeurs de revues « réagirent » dans le même sens dans beaucoup d'entreprises et l'on assista dès lors à ce phénomène : pour « sortir », les clients donnèrent eux-mêmes de la main à la main aux ouvriers ce que les patrons se refusaient de donner. Ceci aussi bien dans la Presse que dans le Livre (1) et en attendant une revalorisation générale des salaires à venir dans le courant de septembre.

Là encore, nous crions : casse-toi ! aux camarades, car il ne faudrait pas que cette méthode se généralise, sous peine de devenir un encouragement au marché noir du travail. Voir revaloriser son salaire est toujours agréable, mais encore faut-il que cette revalorisation ne crée pas un précédent dangereux. Toucher du client est certes faire échec au gouvernement dirigiste antidirigiste, mais ce procédé relève uniquement le prestige du syndicalisme révolutionnaire. L'ouvrier ne doit pas oublier dans sa misère que c'est le système économique qu'il faut attaquer et par conséquent ses janissaires, les patrons. Ce sont les patrons qui doivent payer les frais de la casse en rognant sur leurs bénéfices et non les clients, déjà confortablement tendus par les marchands de papier imprimé. Le syndiqué ne doit pas avoir uniquement comme objectif un meilleur salaire, mais avant tout doit agir partout et en tout temps pour l'abolition du patronat, donc du salariat. Le syndicalisme tend à la libération totale de l'homme. Il ne faudrait ni l'oublier, ni le confondre.

J. BOUCHER.

(1) Tous les ouvriers n'ont pas eu la chance d'obtenir satisfaction, ceci ne pouvant être réalisé que dans les entreprises où le travail « presse ». Toutes les indémnités ne sont pas satisfaisantes non plus, d'où encore confusionnisme.

A la S. N. C. F.

Le scandale des congés payés

Nous sommes en période de vacances. Les travailleurs bénéficient du temps « réglementé » de congés payés. Les cheminots eux ont droit à 27 jours. 27 jours qu'ils alimenteraient bien prendre du rant la belle saison. Cela devrait être possible en établissant un roulement des congés. Les agents eux-mêmes le comprennent. Beaucoup s'arrangent entre eux pour ne pas demander les mêmes dates. Malgré cela on leur refuse. On va jusqu'à leur imposer un jour par ci par là, au bon plaisir de « ces messieurs ».

Il en va ainsi au premier arrondissement Ouest. MM. les inspecteurs, ingénieurs, chefs de bureau, etc... prennent leurs congés quand bon leur semble. Il est vrai qu'ils n'ont pas besoin d'être remplacés. Ce qui démontre bien leur parfaite inutilité.

D'ailleurs, l'Arrondissement Exploitation de Paris-St-Lazare est de loin le plus infect de l'ensemble de la S.N.C.F. Derrière le « brave » chef d'arrondissement rampe une armée de mouchards avides de galons.

On les connaît : la liste en est longue. C'est cet inspecteur qui s'attribue un logement par priorité alors que plus de 300 cheminots attendent leur tour depuis des mois.

C'est ce contrôleur de comptabilité qui menace et moucharde et qui même si petite campagne de calomnie dans les bureaux d'oreilles des incrédules. Constatons cependant qu'il n'a guère de succès et que presque tous les agents, s'ils n'osent le lui dire en face, savent qu'il est à la fois « ivrogne et salaud ».

C'est ce chef de bureau qui fait passer ses « soi-disant » colères sur le dos des agents sous ses ordres.

Ce sont ces chefs d'une bonne douzaine de gares, qui pour gagner des galons et entrer dans les bonnes grâces ont conquis le titre de « vache ».

Ce sont tous ces petits mouchards en rupture de ban. Ces employés qui circu-

La réforme monétaire

en Allemagne

La réforme monétaire qui a été effectuée au mois de juin en Allemagne a entraîné des difficultés diplomatiques sur le plan international et une intensification du jeu de cache-cache auquel se livrent les « Grands de ce monde ». Mais surtout, et ceci bien moins connu : cette réforme a causé de grandes difficultés matérielles au peuple allemand.

Comme toutes les manipulations monétaires, celle-ci s'est présentée comme une escroquerie de grande envergure, admirablement organisée par les puissances d'occupation et par les administrations allemandes. Elle visait à dévaliser l'homme de la rue, tout en ménageant les « gros » pour s'assurer leurs services. On peut dire que cette opération a pleinement réussi.

L'ouvrier, le petit employé, le retraité, tous se voient d'un seul coup délestés de leurs économies acquises pendant de longues années de labeur. Les prix montent, les salaires baissent et les magasins regorgent des produits dont chaque Allemand rêve depuis des années et qu'il ne peut s'offrir à présent, étant dépourvu de la monnaie nécessaire.

Les puissances d'occupation, aussi bien de l'Est que de l'Ouest, font l'apologie de leurs réformes monétaires en soulignant que les substances abondent. Elles oublient d'ajouter que si les vins de luxe, l'argenterie et les fourrures sont en vente libre, le commun des mortels ne peut même pas s'offrir de la margarine. Et c'est le cas de tous les produits de première nécessité.

Ceux qui ont été les plus durement éprouvés par cette crise, ce sont nos camarades libertaires d'Ouest-Rhin. Sous des conditions souvent très difficiles ils ont réussi à fournir un travail effectif, soit légal, soit illégal. Ils publiaient des journaux imprimés ou ronéotypés, organisaient des réunions, faisaient de la propagande. Ce travail demandait beaucoup de sacrifices de la part de nos militants. A présent, la chose devient plus difficile encore.

Les poches des militants ou isolés sont vides, et ne se remplissent pas de sitôt. L'Etat, qui s'assure de la collaboration de tous les partis, en leur promettant le remboursement de leurs biens à un taux très favorable, se refuse évidemment à en faire autant pour les organisations non-conformistes. Il s'efforce, au contraire, de leur ravir toute possibilité d'expression et de propagande.

Des appels et des rapports détaillés de

nos camarades allemands nous parviennent en grand nombre et nous en publions ci-après les passages les plus intéressants :

Pillage des pauvres

Un de nos correspondants en Allemagne nous donne une idée exacte de ce que signifie la réforme monétaire :

« Jusqu'à la somme de 5.000 RM, la dévalorisation se fait au taux de 1 pour 10. On donne un nouveau mark pour dix anciens. La moitié de cette somme dévalorisée est versée immédiatement, tandis que l'autre moitié est portée sur un compte bloqué. On laisse aux autorités alliées le soin de séquestrer la somme dans les trois mois qui suivent ou de la libérer. » Cela dépendra du « développement économique ».

« Les sommes au-dessus de 5.000 RM vont d'abord à la perception où elles sont dévalorisées et rendues — si la perception en donne l'autorisation ! — Mais ne croyez pas que ces mesures atteignent les gros trafiquants ou les profiteurs de guerre ! Ceux-ci, bien avant la réforme monétaire, se sont approvisionnés en devises, en or et en valeurs de toutes sortes. »

« Les biens des partis et des syndicats liés à l'Etat bénéficieront probablement d'un taux spécial d'échange, peut-être d'un taux de 1 à 1. Ainsi, les meneurs professionnels auront la possibilité de continuer leur bourrage de crâne, comme par le passé ».

Renforcement du capitalisme allemand

Notre camarade poursuit :

« Dans quelques mois, on verra clairement que ce pillage aura servi à renforcer le capitalisme allemand. Les entreprises de crédit auront vu leur position de sommes importantes, dont elles pourront disposer à leur aise. Les gros industriels trouveront les crédits voulus, alors que les faibles deviendront la proie du grand capital. »

Bien qu'une loi, décrétée lors de la réforme monétaire, interdise absolument tout rachat de personnel et toute réduction de salaire immédiate, le patron est actuellement libre — l'arrêté a été conçu de la sorte — de mettre son salarié dans l'alternative d'accepter une forte réduction de salaire, ou bien de s'en aller. Comment voulez-vous qu'un ouvrier résiste devant cette menace. Ses économies ont disparu. Les 40 marks qu'il a touchés lors de l'échange lui ont permis de vivre pendant une semaine, au bout de laquelle il a dû accepter les conditions du patronat.

Les caisses d'indemnités, maintenant vides, ne seront remplies à nouveau que si les syndicats prouvent leur capacité d'empêcher toute action ouvrière. »

Nos camarades en détresse

On nous écrit de la Ruhr : « Le camp d'été de nos jeunes libertaires a dû être dissous à cause de la réforme. Nous n'avons plus d'argent. Nous n'avons plus de timbres pour le courrier ! »

Cette semaine

Nous vous conseillons

SÉBASTIEN FAURE Mon Communisme

Prix : 260 fr. — Franco : 282 fr.
C.C.P. R. Joulin 5561.76

SERVICE DE LIBRAIRIE

CE QU'EST L'ANARCHISME

BROCHURES

F.A. : Les anarchistes et le problème social, 15 fr. — P. Besnard : Le fédéralisme libertaire, 10 fr. — A. Boutevillat : L'esprit libertaire, 5 fr. — Kropotkine : L'anarchisme, son idéal, sa philosophie, 20 fr. — R. Roeder : De l'autre rive, 3 fr. — Y. Roussier : Réflexions sur une foule de problèmes, 20 fr. — Barbedette : Pour la justice économique, 10 fr. — M. Babin : L'organisation de l'Internationale, 5 fr. — Voline : La révolution en marche, 12 fr. — T. L. : La laïcité, 12 fr.

ETUDES

Voline : La révolution inconnue, 270 fr. — Bakounine : La révolution sociale et la dictature militaire, 165 fr. — Paul Gillet : La grande métamorphose, 100 fr. — S. Faure : Mon communisme, 260 fr. — G. Leval : L'indispensable révolution, 160 fr.

SYNDICALISME

Monatte : Où va la C.G.T., 10 fr. — F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 150 fr. — P. Delacalle : Les Bourses du Travail, 25 fr. — P. Besnard : L'éthique du syndicalisme, 75 fr. ; Le Monde nouveau, 140 fr. — P.A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 15 fr. — E. Rolot : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr.

PÉDAGOGIE

A. Jouenne : Une expérience d'éducation nouvelle, 50 fr. — S.A.T. : Grammaire espérantiste, 75 fr.

CRITIQUES SOCIALES

Rhillon : La ligne du progrès et l'interprétation marxiste, 3 fr. — E. Reclus : La peine de mort, 3 fr. — E. Reclus : La ma-

riage 121. — Proudhon : La justice poursuivie par l'Église, 350 fr. — La révolution sociale, 300 fr. — Lettres aux propriétaires, 300 fr. — Principes d'organisation politique, 300 fr. — J. Duboin : Économie distributive, 75 fr. — G. Bechard : Le marxisme après Marx, 120 fr. — Claraz J. : La révolution prochaine, 75 fr. — E. Berth : Guerre des États et guerre des classes, 150 fr. — Du capital aux réflexions sur la violence, 120 fr. — G. Sorel : Réflexions sur la violence, 200 fr. — Pradas (en espagnol) : La crise du socialisme, 50 fr. ; La révolution y el Estado, 100 fr. — J. Burnham : L'ère des organisateurs, 200 fr. — Ernest : La contre-révolution étatisée, 15 fr.

HISTOIRE

Lissagaray : Histoire de la Commune, 300 fr. — Kropotkine : La Grande Révolution, 40 fr. — Loriot : Les crimes de la colonisation, 15 fr. — Galtier-Boissière : Mon journal pendant la Libération, 110 fr. ; Mon journal pendant la drôle de Paix, 140 fr. ; Les Trois Héros, 180 fr. — Le drapage : Histoire de la guerre (fasc. 1) 250 fr. — S. Faure : Sacco et Vanzetti, 5 fr.

SYSTÈMES TOTALITAIRES

C.A.A.B. : La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr. — David Rousset : L'univers concentrationnaire, 90 fr. ; Les jours de notre mort, 400 fr. — A. Koestler : Le zéro et l'infini, 200 fr. ; Le Yogi et le commissaire, 180 fr. — Eugène Kogon : L'enfer organisé, 300 fr.

PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

Buchner : Force et matière, 200 fr. — Haeckel : Histoire de la création, 400 fr. — Darwin : L'origine des espèces, 300 fr. — T.H. Huxley : Du singe à l'homme, 120 fr. — Moïse ou Darwin, 50 fr. — Laby : Du clan

J'ai utilisé l'argent de mon loyer pour dépanner notre mouvement. Avant la réforme, les étalages étaient vides, à présent, la foule se presse devant les vitrines remplies de marchandises, mais personne n'a de sous pour acheter. Depuis la réforme, les patrons sont devenus insolents, ils essaient de réduire les salaires et vont jusqu'à fouiller les ouvriers à la sortie de l'usine. Cela a provoqué une grève dans une usine de caoutchouc.

Communiqué par la C.R.I.A.

C. N. T.

Confédération Nationale du Travail

39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 9^e

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30

sauf le dimanche

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Prendre note que le siège de la F.T.R. est transféré 11, rue de Sévigné, Paris (4^e). Adresser toute la correspondance à cette adresse.

2^e UNION RÉGIONALE

Syndicat unifié du Bâtiment. — Assemblée générale dimanche 22 août, à 9 h. 30, salle du restaurant coopératif, 15, rue de Meaux. — Ordre du jour très important. Fédération Internationale des travailleurs du Rail

Fédération Internationale des Trabajadores del Rail

24, rue Ste-Marthe

Réunion du Comité provisoire aux relations Internationales

Dimanche 22 août à 8 h. 30

24, rue Ste-Marthe, Paris (10^e)

AU SUJET DE NOTRE

BROCHURE SUR LES

FONCTIONNAIRES

(En vente au Lib. 20 fr.)

Quelques lettres nous sont parvenues mettant en doute les chiffres de traitements correspondant aux indices fournis par le gouvernement concernant les fonctionnaires. Les chiffres donnés par notre brochure sont exacts et le gouvernement n'a, jusqu'ici, tenté aucune action pour démentir ou combattre nos informations reprises d'ailleurs par des journaux tels que le Monde et le Populaire. La brochure est en vente au Libéraire, envoi franco 20 francs.

A TOUS NOS ABONNÉS

Prière de joindre 15 fr. en timbres-poste à toute demande de changement d'adresse. Les frais de clichage étant très élevés aucune demande ne sera prise en considération si cette condition n'est pas remplie.

NANTES

Amis, sympathisants et camarades, sont cordialement invités à assister à la très intéressante conférence qu'organise le groupe libertaire, avec le concours de Louis Louvet qui traitera le sujet : « Ce que j'ai vu en Allemagne ». Tous à 20 h. 30, 25, rue Jean-Jaurès, le 31 août.

Vient de paraître !

L'INDISPENSABLE RÉVOLUTION

de Gaston LEVAL

Robert LEFRANC

Ce livre, attendu par tous, est en vente au Libéraire.

Un volume, 285 pages, 160 fr. ; franco 182 francs.

Réunions Publiques et Contradictaires

Fédération Anarchiste

2^e REGION

PARIS-OUEST, Café Le Balagny, 79, av. de St-Ouen (Métro Guy-Moquet)

Vendredi 13 Août, 20 h. 45

La Révolution Espagnole

conclusions qui s'en dégagent

Orateur : Jacques BAUMEL

8^e REGION

LYON-VAISE, Salle Luboz.

Vendredi 27 août à 20 h. 30

L'absurdité des religions

Orateur : LAVOREL

À l'issue de la réunion une collecte sera faite pour le « Libertaire »

12^e REGION

MARSEILLE (F. L.), Notre cycle de conférences reprendra en septembre. Celles-ci auront lieu les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois. La prochaine conférence sera tenue le 3 septembre à 19 h. au bar « Artistique », 8, cours Thierry (Chapitre). Tous les lecteurs et sympathisants du « Libertaire » sont invités à suivre ces intéressantes conférences.